

Questions orales

M. Mulroney: Il n'y a pas de ceinture assez basse pour que le ministre ne trouve pas le moyen de frapper dessous. Encore une fois, il trompe et déforme la vérité. Ce n'est pas la première fois.

ON DEMANDE QUE LA POLITIQUE SOIT MODIFIÉE

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je dis au ministre qu'il y a 1.5 million de Canadiens qui réclament à grands cris la possibilité de travailler. Est-ce qu'il ne veut pas rectifier l'orientation déplorable qui a ravagé le pays et l'économie? Il a la possibilité de le faire. Est-ce qu'il va le faire dans son prochain budget? Est-ce qu'il va le faire tout de suite?

Des voix: Bravo!

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef de l'opposition dit que j'ai déformé la vérité. Si c'est cela qu'il soutient, veut-il me permettre de publier la lettre qu'il a envoyée à l'époque à mes services à ce sujet-là?

M. Mulroney: Publiez-la quand vous voudrez.

M. Nielsen: Déposez-la.

LA PRODUCTIVITÉ

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, hier à Toronto, le ministre a brossé un tableau fort éloquent de l'amélioration de la productivité. Il semblerait que la productivité ait progressé de 2 p. 100 cette année. Trouve-t-il que c'est suffisant? Que pense-t-il des prévisions du Conference Board qui prétend que la productivité va décliner de 1.3 p. 100 encore cette année et peut-être tomber à 0.0 l'an prochain, c'est à dire en 1985? Comment va-t-il faire pour donner de l'expansion à notre économie si nous ne parvenons pas à atteindre un taux de productivité plus digne des habitants et des ressources du Canada? Quel programme a-t-il en vue?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, si le député veut avoir des explications sur les prévisions du Conference Board, pourquoi ne s'adresse-t-il pas à lui? Pour ma part, je ne demande pas mieux que de lui expliquer les nôtres lorsque je déposerai le budget. Il aura alors toutes les informations dont il a besoin et je serai aussi en mesure de lui expliquer exactement sur quoi reposent nos prévisions.

Ce n'est pas moi qui empêcherai les conservateurs de prévoir l'Apocalypse si cela leur chante: qu'ils s'en donnent à cœur joie puisque c'est ainsi qu'ils envisagent la vie. Qu'ils se donnent la peine de consulter les prévisions d'autres organismes. Qu'ils consultent, par exemple, les prévisions du Conference Board aux États-Unis concernant le Canada. Qu'ils se donnent aussi la peine de voir ce que l'OCDE prédit pour le Canada en 1984. Tous ces organismes ne sont pas du tout sur la même longueur d'ondes que le député. Ils n'ont certes pas la mentalité apocalyptique des conservateurs en tout cas.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

LE CHÔMAGE

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, le gouvernement offre des lendemains sombres, pour ne pas dire lugubres aux Canadiens. Il n'a rien d'autre à offrir qu'un optimiste excessif, enfantin et des discours à l'eau de rose devant le Canadian Club. Quand le ministre va-t-il se décider à présenter un programme de relance de l'emploi? Quand prendra-t-il des mesures pour remédier à une situation qu'il a créée de toutes pièces, à savoir qu'il y a actuellement 250,000 chômeurs de plus qu'au moment où a commencé la récession que le gouvernement a déclenchée?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon collègue a dû avoir une terrible amnésie l'année dernière car le Canada a créé plus de 400,000 emplois depuis la pire période de la récession. Toutes proportions gardées, le Canada a créé plus d'emplois que tout autre pays industrialisé. Nous avons la ferme intention, de ce côté-ci de la Chambre, de poursuivre sur cette lancée en 1984 pendant que mon collègue, qui refuse de se rendre à l'évidence, continuera de se lamenter.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA POLITIQUE CONCERNANT L'ACCÈS

M. Doug Anguish (The Battlefords-Meadow Lake): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le gouvernement a-t-il ou a-t-il eu pour politique d'accorder ou de refuser l'accès aux installations des sociétés de la Couronne en fonction de l'affiliation politique des intéressés?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, la réponse est non.

LA SOCIÉTÉ ELDORADO RESOURCES LIMITED—LE REFUS DE L'ACCÈS À LA MINE ESSUYÉ PAR DES DÉPUTÉS NÉO-DÉMOCRATES

M. Doug Anguish (The Battlefords-Meadow Lake): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Comment se fait-il qu'Eldorado Resources Limited, société de la Couronne qui exploite et possède toute la mine d'uranium de Rabbit Lake, dans le nord de la Saskatchewan, nous ait refusé l'accès à ses installations, jeudi prochain, uniquement parce que nous sommes députés du Nouveau parti démocratique?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, les responsables ont de bonnes raisons d'agir ainsi, puisque le député ne sait même pas de quel ministre relève cette société. Ce n'est pas de moi, mais du ministre du Revenu national.

M. Anguish: Ce n'est pas vrai. C'est bien du ministre de l'Énergie.